



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Revalorisation salariale et indemnitaire des infirmiers libéraux

Question écrite n° 8084

Texte de la question

M. Nicolas Pacquot attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la prévention sur la situation préoccupante des infirmiers libéraux, qui ont été en première ligne pendant la crise sanitaire et qui ont pourtant le sentiment d'être les grands oubliés de l'État. En effet, contrairement aux infirmiers hospitaliers qui ont bénéficié d'une revalorisation salariale historique dans le cadre du Ségur de la santé, les infirmiers libéraux n'ont pas été revalorisés depuis 2009. Cette situation est d'autant plus difficile à supporter pour eux que leurs dépenses quotidiennes ne cessent d'augmenter en raison de l'inflation. Ainsi, outre l'augmentation du prix du matériel, ils subissent de plein fouet l'augmentation du prix des carburants qui rend leur indemnité kilométrique bien insuffisante, en particulier dans les zones rurales où les distances à parcourir sont plus grandes. Le risque est que ces infirmiers ne prennent plus en charge les patients situés au-delà d'un périmètre de 20 km, ce qui renforcerait les inégalités d'accès aux soins entre territoires et remettrait en cause le maintien à domicile de certains patients. Par ailleurs, l'exaspération de ces professionnels a été renforcée par l'article 102 de la LFSS pour 2023, adoptée le 2 décembre 2022, qui, prévoit en cas d'irrégularité constatées sur les règles de tarifications, de rendre les infirmiers redevables d'un indu à l'assurance maladie, fixé de façon forfaitaire par extrapolation, sachant qu'une ordonnance mal rédigée peut être considérée comme une irrégularité. Cette mesure, qui jette selon eux un discrédit sur la profession, est vécue comme méprisante. Aussi, au regard des conditions de travail dégradées des infirmiers libéraux et alors qu'ils sont un maillon essentiel du système de santé publique et qu'ils jouent un rôle clé dans la prévention de la santé, il souhaite être informé sur les mesures que le Gouvernement mette en place pour remédier à cet état de fait alarmant. Dans ce contexte, il lui demande si une revalorisation des actes médicaux infirmiers, de l'indemnité forfaitaire de déplacement et de l'indemnité kilométrique est envisagée.

Texte de la réponse

Les infirmiers jouent effectivement un rôle essentiel dans notre système de soins notamment auprès des populations fragiles comme les personnes âgées ou les personnes en situation de handicap. Afin de valoriser ce rôle, l'avenant n° 6 signé en 2019 prévoit de nombreuses mesures de revalorisation des missions des infirmiers, dont la création du bilan de soins infirmiers (BSI). Le bilan de soins infirmiers permet une prise en charge forfaitaire des patients dépendants dans l'objectif d'améliorer la qualité des soins. Trois montants forfaitaires sont prévus en fonction de l'état de dépendance du patient (13 euros, 18,2 euros et 28,7 euros). Cet outil a rapidement été intégré dans la pratique des infirmiers et a connu un engouement important. De fait, un nouvel accord financier a été conclu avec l'Assurance maladie : l'avenant n° 8 signé en novembre 2021 a permis un doublement de l'investissement sur le BSI sur la période 2020 à 2024 avec un montant de 217 millions d'euros contre 122 millions prévus dans l'avenant n° 6. Concernant les indemnités kilométriques, l'Assurance maladie a mené des travaux sur les indemnités kilométriques afin d'adapter les modalités de facturation en fonction des spécificités locales notamment en termes d'accès aux soins. Ces travaux ont abouti au protocole d'accord national du 6 mai 2021, annexé à l'avenant n° 8 signé le 9 novembre 2021, prévoyant la possibilité pour les partenaires conventionnels de conclure des accords locaux portant sur les modalités de facturation des

indemnités kilométriques. Le ministère de la santé et de la prévention a demandé fin mai 2023 à l'Assurance maladie d'ouvrir des négociations rapides et ciblées avec les infirmiers accompagnant des revalorisations portant sur des actes du quotidien. Celles-ci ont abouti le 16 juin 2023 à la signature d'un accord qui revalorise la prise en charge des patients à domicile. Ce texte acte des revalorisations importantes concernant l'activité des infirmières et infirmiers libéraux intervenant au domicile des patients : augmentation de 10 % de l'indemnité forfaitaire de déplacement ; généralisation, à partir d'octobre 2023, du déploiement du bilan de soins infirmiers (BSI) pour les patients dépendants de moins de 85 ans et suivis par l'infirmier à domicile. Il s'agit ainsi de la dernière étape du déploiement du BSI, qui constitue une réforme majeure en matière de prise en charge des patients dépendants à domicile et reconnaît le rôle essentiel des infirmiers libéraux dans la prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie. Par ailleurs, en tant qu'acteurs majeurs de l'organisation des soins sur le territoire en raison de leur effectif et de leur polyvalence d'exercice, les infirmiers représentent un groupe professionnel sur lequel le ministère chargé de la santé souhaite s'appuyer pour poursuivre les transformations du système de santé en profondeur. La question de l'exercice et des compétences est ainsi centrale dans l'attractivité et la reconnaissance du métier. Si l'évolution de la profession infirmière a fait l'objet d'un parcours long et progressif de reconnaissance, c'est bien la pratique infirmière et sa construction juridique qui sont à reconsidérer pour lui apporter l'agilité indispensable au contexte sanitaire mouvant et exigeant actuel. C'est dans cette perspective que le ministre de la santé et de la prévention a lancé le 26 mai 2023 la refonte du métier infirmier en 3 axes : les compétences : les activités réalisées par les infirmiers et les infirmières étant de plus en plus techniques et diversifiées et les prises en charge de plus en plus complexes, il est désormais nécessaire de passer d'un encadrement strict des actes autorisés à une approche plus agile par grandes missions ; la formation : pour répondre aux besoins de santé de la population, renforcer des disciplines peu enseignées alors qu'essentiels (comme la pédiatrie, la psychiatrie ou la gériatrie) et aux aspirations légitimes de la communauté étudiante, il est nécessaire de repenser les cursus de formation pour les adapter aux besoins locaux, attirer toujours plus de jeunes et renforcer leur accompagnement jusqu'au diplôme ; les carrières : parce que le métier d'infirmier est un métier d'avenir, il nous faut rénover et renforcer les collectifs de travail au sein desquels ils exerceront des compétences élargies, en équipe, et verront leurs expertises reconnues dans une perspective de progression et d'évolution professionnelle.

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Pacquot](#)

Circonscription : Doubs (3^e circonscription) - Renaissance

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 8084

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : Santé et prévention

Ministère attributaire : Santé et prévention

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 mai 2023](#), page 4390

Réponse publiée au JO le : [11 juillet 2023](#), page 6503